

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



ALLOCUTION DE
L'HONORABLE ALLAN J. MacEACHEN,
VICE-PREMIER MINISTRE ET
SECRÉTAIRE D'ÉTAT
AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,
AU NOM DU CANADA À LA
SIXIÈME SESSION DE LA
CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES
POUR LE COMMERCE ET LE
DÉVELOPPEMENT,
BELGRADE,
LE 7 JUIN 1983

Monsieur le Président,

Permettez-moi d'abord de vous féliciter d'avoir été choisi pour présider nos délibérations et de rendre hommage au gouvernement et au pays que vous représentez pour la grandeur de vue qui vous a fait accueillir cette Conférence ainsi que pour les excellents arrangements qui ont été pris pour nous. Il nous appartient maintenant de veiller à ce que Belgrade et la CNUCED VI restent une source de fierté pour toutes les parties concernées.

Je suis honoré de pouvoir prendre la parole devant cet important rassemblement des nations du monde à un moment où nos défis sont si grands et où nos peuples attendent tant de nous. L'enjeu ici sera notre capacité, en tant que communauté des nations, à collaborer pour résoudre les problèmes que nous avons en commun.

Mais je ne prétends pas, Monsieur le Président, que nous serons en mesure ces prochaines semaines de concevoir des plans directeurs ou de trouver des solutions magiques qui feront disparaître les spectres de la récession, de l'inflation, du protectionnisme, du chômage, de la pauvreté, de la dette, des taux d'intérêt élevés et des taux de change fluctuants qui nous hantent sous une forme ou une autre depuis quelques années - et qui ont frappé plus durement les plus pauvres d'entre nous. Il n'y a pas de solutions magiques à des problèmes qui sont enracinés dans l'économie mondiale.

Je prétends cependant que le moment est venu, ici à la CNUCED VI, de faire savoir au monde que nous sommes disposés à essayer de faire les choses d'une façon différente que par le passé. Si cette Conférence s'achève dans un climat de récriminations et de désunion, je crains - vivement même - que cela ne fasse reculer la cause de la coopération internationale à un moment où elle a urgemment besoin d'être stimulée. Nous devons, Monsieur le Président, convaincre nos nations que nous avons tiré certaines leçons de ces dernières années, même si nous ne connaissons pas toujours les réponses et malgré nos inévitables divergences de perspectives et d'approches.

L'une des plus importantes de ces leçons peut, à mon avis, se résumer en un mot que l'on utilise trop, et parfois mal, mais qui est toujours vital: il s'agit de "l'interdépendance". Voilà essentiellement pourquoi nous sommes ici. En tant que communauté des nations, nous en sommes venus à comprendre de plus en plus clairement cette

.../2

équation: les liens qui nous unissent se sont rapidement développés, mais nous sommes devenus, à titre individuel, de moins en moins capables de régler nos problèmes. Nous avons besoin l'un de l'autre. Nous avons besoin de coopération. Et nous avons besoin d'un système international dans lequel chacun de nous voit des possibilités de réalisation du devenir national. S'agissant des objectifs de cette Conférence, j'ai à l'esprit certaines observations que j'avais faites il y a sept ans à titre de coprésident de la première session ministérielle de la Conférence sur la coopération économique internationale:

"Nous ne créerons pas une utopie universelle, mais nous devons nous assurer que les espoirs de chaque pays peuvent être conciliés avec la recherche de progrès par l'ensemble de la communauté mondiale."

En tant que Canadien, je continue à penser que de tels objectifs sont possibles. Et je crois que cette confiance est plus qu'un pieux souhait.

En premier lieu, nos perspectives économiques s'améliorent après une récession qui a certainement été pire que tout ce que nous avons connu depuis les années 30. Ces toutes dernières semaines, j'ai participé à la Réunion ministérielle de l'OCDE ainsi qu'au Sommet de Williamsburg. La situation est meilleure qu'il y a un an. Malgré les nombreux risques et incertitudes qui subsistent, les pays industrialisés voient maintenant nettement les signes d'une reprise. Notre défi sera d'assurer qu'elle se concrétise et se maintient. A Williamsburg, nous avons reconnu l'importance d'agir ensemble pour assurer également que tous les pays, développés et en développement, profitent des retombées de cette reprise.

Les pays en développement ont également eu leur sommet des dirigeants des pays non-alignés à New Delhi ainsi que leur réunion des ministres du Groupe des 77 à Buenos Aires. Je ne suis pas étonné que leur analyse économique soit plus pessimiste que celle de Williamsburg, parce que la crise économique les a plus durement touchés et que les signes de reprise dans le tiers monde restent faibles en comparaison des problèmes économiques que ces pays connaissent. Mais j'ai été tout particulièrement encouragé par le ton et l'esprit qui ont émergé de New Delhi et de Buenos Aires: on y retrouve un appel à l'esprit de compréhension et de coopération dans l'approche des problèmes internationaux et dans la recherche de solutions par des moyens pratiques et réalistes.

Je peux certainement confirmer, Monsieur le Président, que nous, du Nord, répondrons de la même façon. Je pense que cela est ressorti très clairement des messages

que nous avons lancés à la Réunion ministérielle de l'OCDE et au Sommet de Williamsburg. À la Réunion ministérielle, nous nous sommes donné deux tâches liées à notre approche de cette Conférence - premièrement, assurer que tous les pays profiteront de la reprise économique en cours; et deuxièmement, reconnaître que la reprise n'aura pas en elle-même des retombées automatiques suffisantes sur le tiers monde, et qu'il nous faudra collaborer pour promouvoir le développement et résoudre les problèmes structurels du sous-développement et de la pauvreté.

À Williamsburg, nous nous sommes aussi grandement intéressés à ce qui nous semblait être la dimension tiers-mondiste de plus en plus importante de nos problèmes économiques. Vous remarquerez d'ailleurs que le point 10 de la déclaration commune fait bonne mention des problèmes et des intérêts des pays en développement.

Le thème que notre distingué Secrétaire général a proposé pour cette Conférence - "Reprise et développement" - ne pourrait donc être plus approprié. Il semble répondre admirablement bien aux besoins du moment et résume bien l'interdépendance dynamique que nous acceptons tous. Les responsabilités de contribuer à cet objectif global incombent à chacun d'entre nous, quel que soit notre degré de richesse, notre stade de développement ou notre régime politique. Mais la question clé est de savoir comment nous traduirons ce thème dans nos travaux des toutes prochaines semaines.

Il ne fait pas de doute dans mon esprit que la CNUCED a un rôle important à jouer. Lorsque je me suis adressé à la quatrième conférence de la CNUCED à Nairobi en 1976, j'ai salué cette institution en disant qu'elle s'était taillé une réputation d'élément indispensable dans le système des mécanismes créés pour l'étude des questions économiques internationales et la recherche de solutions. Depuis, la CNUCED a poursuivi sa recherche d'un ordre mondial meilleur et plus équitable et, par le biais de ses mécanismes permanents, est devenue une instance reconnue de discussion et de recherche d'une meilleure compréhension et d'une action concrète en ce qui a trait aux questions pressantes du commerce et du développement dans le contexte nord-sud. Mais, pour être francs entre nous, je pense qu'il nous faut admettre que la réputation de la CNUCED se trouverait valorisée si nous, en tant que gouvernements membres, traitions cette institution avec plus de respect dans nos délibérations et si nous faisons montre d'une plus grande modération. Le problème ne vient bien sûr pas de l'institution elle-même, mais plutôt des gouvernements membres. Nous avons trop souvent tendance à nous rassembler pour faire montre de rhétorique, pour parler à la galerie, pour étaler nos joutes verbales, pour adopter des

résolutions vides de sens, pour nous blâmer l'un l'autre de notre mauvaise fortune et pour introduire des considérations étrangères aux débats; cela fait, nous retournons chez-nous en croyant que nos paroles ont, d'une manière ou d'une autre, contribué à améliorer la situation mondiale.

Le Secrétaire général a suggéré, pendant les préparatifs de cette Conférence, que nous nous efforcions de faire les choses un peu différemment. Je partage entièrement son point de vue. Il me semble qu'il nous faut envisager deux grandes approches. Je décrirais la première comme l'approche de la restructuration systémique. La deuxième consisterait à nous attacher à améliorer le fonctionnement du système en place. Le Canada serait le dernier pays à prétendre que notre système d'institutions internationales est parfait ou qu'il répond pleinement aux besoins des pays développés et en développement. Ce n'est manifestement pas le cas. Nous serions également le dernier pays à nier la nécessité de procéder constamment à des changements. En tant que pays de taille moyenne cherchant à promouvoir ses intérêts propres dans un monde difficile, le Canada attache une grande importance au fonctionnement harmonieux d'un système international capable de s'adapter à l'évolution de la conjoncture mondiale. Toutefois, Monsieur le Président, j'aimerais faire valoir, dans le contexte de cette Conférence, que la CNUCED a souvent placé trop d'insistance sur le système et pas assez sur la détermination des nations. Si j'ai une critique à formuler à l'égard de l'excellente plate-forme que le Groupe des 77 a établie à Buenos Aires, ce serait la priorité qu'elle accorde à une restructuration fondamentale des institutions existantes et à la création de nouveaux mécanismes. Il me semble que nous avons ces dernières années, en tant que communauté internationale, consacré beaucoup trop de temps à tenter de concevoir de nouveaux mécanismes et pas suffisamment à faire mieux fonctionner ceux que nous avons déjà.

Voilà donc le défi que je vois pour cette Conférence. Admettons franchement que le système peut être amélioré. Mais attachons-nous à donner confiance dans son bon fonctionnement. Je me suis récemment demandé si notre crédibilité à tous ne serait pas grandement améliorée et si l'efficacité du système international ne serait pas renforcée par le respect concret des engagements que nous avons déjà pris en tant que pays. Quelques exemples en guise d'illustration. Nos objectifs d'aide, par exemple, nous sont fixés depuis les années 60 et ont été acceptés par presque tous - et pourtant nous ne semblons pas nous en approcher. Nos institutions financières internationales et nos banques de développement étaient porteuses de grandes promesses; et pourtant, elles manquent toujours de ressources. Nous nous sommes entendus sur une

reconstitution des ressources de l'IDA, mais nous ne semblons pas pouvoir la réaliser à temps. Nous nous sommes à maintes reprises engagés à contrer le protectionnisme sous toutes ses formes, et pourtant le phénomène continue de s'intensifier. À l'avant-dernière conférence, nous semblions fort près de nous entendre sur un programme intégré pour les produits de base et sur l'établissement d'un Fonds commun. Huit ans plus tard, le Fonds commun n'existe toujours pas et il n'y a qu'un petit nombre d'accords de produit. Nous avons adopté la Stratégie internationale du développement pour les années 80, mais en avons rarement tenu compte dans nos actions subséquentes.

J'aimerais que nous nous servions de cette Conférence, Monsieur le Président, pour déclarer au monde que nous voulons maintenant que nos résultats soient à la hauteur de nos bonnes intentions. Ce sera là la véritable approche du courage et de l'établissement de la confiance. Il est trop facile de se cacher derrière la nécessité d'un changement systémique et de ne rien faire entre temps. Il serait malheureux que nous laissions cette Conférence adopter une longue liste de résolutions non fondées sur une analyse commune de nos problèmes réels et sur les mesures qu'il nous faut prendre ensemble. Bref, j'espère que cette Conférence pourra produire une déclaration dans laquelle nous, représentants de la communauté mondiale, nous engagerons à collaborer dans un esprit d'interdépendance et d'établir des priorités pour notre futur programme de travail.

Dans une récente allocution devant l'Institut canadien des affaires internationales, le Premier ministre du Canada suggérerait qu'il nous faut raviver l'esprit fondamental d'un internationalisme éclairé qui pourrait mener à une meilleure compréhension et à un engagement plus ferme. Les liens qui existent entre la croissance, le commerce, les finances, l'énergie, la dette et les autres facteurs économiques sont devenus de plus en plus complexes ces dernières années, et notre lenteur à comprendre ce phénomène, conjuguée à l'effet cumulatif qu'il exerce sur l'ensemble de l'économie, a été en partie responsable de nos difficultés. Les discussions que nous aurons au Point 8 de notre ordre du jour pourront, je le sais, contribuer sensiblement à une meilleure compréhension de ces facteurs et de leur interaction, notamment entre pays développés et en développement. Une analyse commune des forces et des tendances économiques en jeu dans le monde interdépendant des années 80 nous semble être une condition essentielle au fonctionnement harmonieux du système et à l'amélioration des perspectives de développement.

Comme je l'ai dit, tous les pays doivent contribuer à la reprise et au développement économiques.

Des économies vigoureuses dans les pays en développement deviennent aussi essentielles au bien-être du Nord que les économies du Nord le sont pour les objectifs de développement du Sud. Il s'agit d'un processus à deux sens. Tout comme le monde en développement compte sur le monde industriel pour lui ouvrir ses marchés, et autant que possible à des conditions préférentielles, le Nord a lui aussi besoin de débouchés sûrs pour ses produits. Si le Groupe des 77 attend des pays plus riches qu'ils procèdent à de nouveaux ajustements structurels qui les éloigneront des activités économiques pour lesquelles le Sud a un avantage concurrentiel, les pays en développement doivent, pour leur part, gérer leur économie d'une façon éclairée et efficace qui tire adéquatement avantage des forces du marché, attire les investissements et répartit efficacement l'APD. Tout comme les pays du Sud comptent à juste titre sur les nations plus riches pour contribuer à leur développement, les pays du Nord s'attendent de même à ce que les bénéficiaires de leur aide reconnaissent la responsabilité première qui leur incombe d'assurer leur propre développement et d'adopter des politiques qui favorisent et accélèrent ce processus par une utilisation optimale des épargnes et des avantages locaux.

Cette Conférence serait à mon avis fort productive si notre étude du Point 8 permettait de recenser, de manière pragmatique et réaliste, les domaines pour lesquels les pays en développement et développés sont chacun responsables de la reprise et du développement mondiaux, ainsi que les domaines qui nécessitent une coopération.

Cette Conférence se penchera également sur trois grands points qu'elle doit étudier dans le détail: les produits de base, le commerce ainsi que les problèmes financiers et monétaires. Ici encore, je crois qu'une approche orientée sur le pragmatisme et des résultats concrets est la seule façon de nous assurer d'un résultat productif et d'ériger sur les réalisations passées. Le Canada est disposé à étudier au mérite toute proposition présentée sous ces points. Nos positions sur chacune des questions seront expliquées par les membres de ma Délégation au fur et à mesure de l'avancement des travaux de la Conférence, mais j'aimerais faire plusieurs autres observations sur nos approches générales.

En ce qui concerne les questions liées aux produits de base, il reste beaucoup à faire, malgré les importants progrès réalisés depuis que nous avons adopté une approche intégrée à Nairobi, il y a sept ans. Cinq accords de produit sont maintenant en place, en plus d'un nouveau type d'arrangement pour le jute. Le Canada ratifiera bientôt les accords sur le jute, l'étain et le café. Je peux également confirmer que nous entamons le processus de

ratification du Fonds commun. Maintenant que la plupart des producteurs et des consommateurs semblent disposés à l'appuyer, il nous faudra redoubler d'efforts à la Commission préparatoire pour résoudre les questions en suspens si nous voulons que l'Accord entre en vigueur dans un avenir prévisible.

Où tout cela nous mène-t-il? Ces deux dernières années, les cours des matières premières faisant l'objet d'un échange international ont chuté alors que la récession s'implantait, certains cours atteignant même leur niveau réel le plus bas depuis 30 ans. Le Canada en a souffert, mais certes pas autant que les pays en développement exportateurs de produits à base de ressources. Nous, au Canada, pouvions au moins jouir de la protection qu'offre une économie diversifiée. Mais nombre de pays en développement devaient dépendre presque exclusivement des recettes tirées de leurs exportations d'un ou de quelques rares produits primaires.

Une leçon s'est dégagée à maintes reprises dans les dernières années: c'est la nécessité permanente de trouver des moyens pratiques d'atténuer l'incidence des importantes fluctuations des cours. Le Canada continuera de participer activement à la recherche de solutions. Nous n'avons pas d'idées préconçues sur ce que devraient être ces solutions. Celles-ci doivent être trouvées entre producteurs et consommateurs, en tenant compte des particularités de chaque produit. Nous reconnaissons également la nécessité de trouver des solutions d'application plus large. Nous continuons par exemple à appuyer l'octroi d'une aide de balance des paiements aux pays qui rencontrent de sérieuses difficultés du fait de l'amenuisement des recettes tirées de leurs exportations.

Mais il est une autre leçon, peut-être plus importante encore, à savoir que la vulnérabilité devant l'instabilité des cours et des recettes ne sera surmontée que quand les exportateurs de ressources des pays en développement pourront s'appuyer sur des structures économiques plus diversifiées. Ces pays devraient participer plus pleinement à la transformation, à la commercialisation et à la distribution de leurs ressources locales. C'est une voie sur laquelle le Canada s'est engagé il y a des décennies, et que nous incitons nos partenaires du Sud à prendre.

La décision de s'engager sur cette voie est d'abord et avant tout une décision nationale nécessitant des politiques intérieures qui encouragent le développement d'industries locales de transformation. Mais pour réussir, cette approche exige un cadre multilatéral qui l'appuie.

Si le développement d'un tel cadre a bien progressé, il reste encore beaucoup à faire et cette Conférence peut jouer un rôle déterminant à ce chapitre. Pour sa part, la Délégation canadienne s'engage à contribuer à cet effort.

En tant que nation fortement tributaire du commerce extérieur pour son bien-être économique, le Canada, à l'instar des pays en développement, a un intérêt vital à assainir l'environnement commercial international. Nous reconnaissons pleinement le rôle important que le commerce peut jouer dans le développement économique, et nous sommes vivement conscients de la nécessité de garantir des niveaux adéquats de recettes d'exportation dans les pays en développement aux prises avec un lourd fardeau de la dette.

Notre première priorité devrait être de parvenir à une reprise économique non inflationniste et soutenue. La reprise entraînera le relèvement de la demande d'importations nécessaire pour appuyer un regain de croissance des échanges internationaux. Par ailleurs, nous devons continuer à résister aux pressions protectionnistes. L'expansion du commerce profitera à chacun d'entre nous, et nous devons faire tout ce que nous pouvons pour maintenir nos marchés ouverts. Nous espérons sincèrement que cette session de la CNUCED contribuera à redonner confiance dans la capacité et l'aptitude qu'a la communauté internationale d'améliorer l'environnement commercial. À cette fin, nous devons nous donner des objectifs réalistes et réalisables et nous abstenir d'engagements verbaux qui peuvent miner la crédibilité des gouvernements et affaiblir le système commercial proprement dit. J'ai été particulièrement heureux que la déclaration de Williamsburg ait mis l'accent sur une approche dynamique du problème du protectionnisme - c.-à-d. que nous puissions commencer à démanteler les obstacles au fur et à mesure que la reprise se fait sentir -- tout comme sur notre engagement de concrétiser et de suivre notre position anti-protectionniste.

Au fil des ans, le Canada a fait des efforts soutenus pour ouvrir davantage son marché aux exportations des pays en développement. Le gouvernement canadien s'est engagé à proroger d'une autre période de dix ans son Système généralisé de préférences, qui doit expirer en 1984. Depuis la CNUCED V, un grand nombre de produits ont été ajoutés à notre liste couverte par le SGP, et des taux de droits préférentiels ont été appliqués à un certain nombre de produits. Les exportations des pays les moins avancés jouissent maintenant de l'entrée en franchise en vertu du SGP, et les dispositions touchant les règles d'origine ont été libéralisées.

Le Canada est disposé à chercher de nouvelles voies pour favoriser l'expansion du commerce entre les pays

du Nord et du Sud. Il est dans l'intérêt de tous que les pays en développement accroissent leur participation au commerce mondial et qu'ils deviennent mieux intégrés au système commercial international. Ce système nous a bien servis depuis sa création et, bien qu'il ait été soumis à de sérieuses contraintes ces dernières années, il a, somme toute, remarquablement bien soutenu l'épreuve. Les principes sous-tendant notre système commercial fondé sur le GATT restent sains et, bien que nous puissions et devions continuer à collaborer pour en améliorer l'efficacité et l'efficacité, nous ne croyons pas que la réponse à nos problèmes courants passe par les négociations d'un nouvel ensemble de règles commerciales.

En ce qui touche la dernière question de fond qui sera soumise à discussion, le Canada participera pleinement à l'étude des problèmes financiers et monétaires internationaux. A Williamsburg, nous avons fait ressortir notre préoccupation devant la situation financière internationale, et tout particulièrement la charge de la dette de nombreux pays en développement. Des pressions sont exercées sur le système financier international, et il est important d'assurer que les institutions sont dotées de ressources adéquates pour contrer ces pressions et construire l'avenir. A Williamsburg, nous avons invité les ministres des Finances, en consultation avec le directeur général du FMI, à définir les conditions d'une amélioration du système monétaire international et à examiner le rôle que pourrait éventuellement jouer dans le processus une conférence de haut niveau sur les questions monétaires internationales. Notre objectif sera d'examiner les questions et les idées d'une façon qui puisse aider les institutions financières compétentes à mieux remplir leurs mandats, à mener des opérations efficaces et opportunes et à répondre aux besoins des pays développés tout autant qu'en développement en cette nouvelle période de reprise et de développement. Nous devons tenter de tirer parti de nos points forts et devrions nous méfier des plans qui tendent à miner la confiance dans nos institutions ou à faire douter de la solvabilité des emprunteurs, deux éléments essentiels au bon fonctionnement d'un système qui a prouvé sa compétence et sa capacité de traverser des périodes et des situations difficiles.

Le reste de l'ordre du jour de la CNUCED comprend un certain nombre de questions qui n'y ont été inscrites qu'à des fins d'examen, mais j'aimerais quand même mentionner l'importance tout particulière que le Canada accorde à la réponse donnée aux besoins pressants des pays les moins avancés, dont le développement s'est souvent arrêté - et a même régressé dans certains cas. Ces pays ont été touchés de plein fouet par la chute des cours des produits de base et ont souffert d'une progression lente ou nulle des décaissements d'aide. Bien qu'ils ne soient pas à

blâmer pour les contraintes extrêmes imposées par d'autres au système financier, ils ont eu de la difficulté à obtenir les prêts nécessaires pour acheter des denrées alimentaires et des produits d'importation essentiels.

Là où il le pourra, Monsieur le Président, le Canada examinera favorablement et sincèrement les aspects des propositions des différents points de l'ordre du jour qui prévoient des mesures spéciales pour les pays les plus pauvres. A l'extérieur de cette Conférence, le Canada a libéré pour engagement anticipé son dernier versement de 165 millions de dollars à la sixième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement, et il a promis un autre 200 millions de dollars au Fonds spécial de l'IDA pour l'octroi de crédits de soudure pendant l'exercice 1984. Nous aimerions que les négociations sur l'IDA VII soient finalisées dans l'année qui vient, de sorte que l'IDA puisse continuer à offrir un niveau adéquat d'aide aux pays les plus pauvres et ce, à compter de 1984. Nous restons décidés à accroître le niveau de l'aide publique canadienne au développement de façon à y affecter 0,5% de notre PNB d'ici 1985, et à faire les meilleurs efforts pour atteindre le 0,7% d'ici 1990. Nous nous en tenons toujours à notre engagement pris à la Conférence de Paris de consacrer, dans les années qui viennent, 0,15 % de notre PNB à l'aide aux pays les moins avancés.

Le Canada, en tant que producteur et consommateur d'énergie, attache une importance réelle à la question énergétique en raison des incertitudes qui pèsent sur les cours et des sérieuses incidences que de fortes fluctuations de ces cours auraient sur le système économique international. Le grand objectif doit être d'assurer une meilleure stabilité sur le long terme. Par exemple, les réductions des cours pétroliers, bien qu'elles soulagent nombre de pays, ne doivent pas venir entraver nos efforts pour promouvoir des changements structurels fondamentaux comme le remplacement et la conservation. La stabilité pourra également être favorisée en étudiant ce que les consommateurs et les producteurs peuvent faire ensemble pour réduire au minimum les fluctuations erratiques qui pourraient empêcher la croissance et le développement économiques. Nous croyons que la conjoncture pétrolière nous donne la possibilité d'une meilleure coopération entre producteurs et consommateurs.

Monsieur le Président, cette Conférence a de nombreuses et sérieuses questions à étudier. Permettons à chaque participant de livrer franchement et sérieusement les évaluations et les vues de son pays. Efforçons-nous de parvenir à certaines analyses communes de nos problèmes et de faire converger nos perceptions et nos priorités pour l'avenir. Chaque gouvernement devrait quitter Belgrade avec

une meilleure compréhension du chemin parcouru et des efforts à entreprendre, ainsi que de la façon dont nos politiques nationales et notre système d'institutions économiques internationales peuvent le mieux s'adapter aux impératifs de la reprise et du développement, et les faciliter. Le Premier ministre du Canada déclarait, il y a tout juste un mois, que le Canada était disposé à collaborer avec d'autres pays pour redonner à l'ordre mondial un élément de compassion et de discipline. Voilà l'esprit qui devrait animer nos délibérations.